

Perspectives économiques des pays éligibles au FAD

Aperçu

Première réunion de reconstitution des ressources du FAD-14
17-18 mars 2016
Abidjan, Côte d'Ivoire



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Table des matières

Sigles et abréviations	Error! Bookmark not defined.iii
Résumé analytique	Error! Bookmark not defined.iv
1 Introduction	1
2 Performance économique et perspectives de croissance	1
3 Stabilité macro-économique	3
4 Financement du développement dans les pays éligibles au FAD	5
5 Évolution et viabilité de la dette des pays éligibles au FAD	10
6 Vue d'ensemble : la voie vers les Objectifs de développement durable	14
7 Conclusion	17

Tableaux de l'annexe

TABLEAU A. RISQUE D'ENDETTEMENT DES PAYS FAD EN 2015	18
TABLEAU A1. INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES DES PAYS FAD BENEFICIAIRES	20
TABLEAU A2. RECETTES FISCALES (EN POURCENTAGE DU PIB) DE L'ENSEMBLE DES PAYS EXCLUSIVEMENT FAD	21
TABLEAU A3. ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT (% DU PIB)	22
TABLEAU A4. DETTE INTERIEURE (% DU PIB)	23
TABLEAU A5. ESTIMATION DU DEFICIT DE FINANCEMENT A COMBLER POUR DOUBLER LE PIB ET ATTEINDRE LES ODD	24
TABLEAU A6. STOCK DE LA DETTE EXTERIEURE (% DU RNB).....	25
TABLEAU A7. UTILISATION PREVUE DES EMISSIONS OBLIGATAIRES SOUVERAINES DE QUELQUES PAYS FAD .	26
TABLEAU A8. ÉMISSIONS OBLIGATAIRES SOUVERAINES DES PAYS FAD (2013-2015)	27

Figures

FIGURE 2.1. PERSPECTIVES DE CROISSANCE ECONOMIQUE A MOYEN TERME	2
FIGURE 3.1 : FLUCTUATIONS DE CHANGE DANS LES PAYS FAD (INDICE 2005M1)	4
FIGURE 4.1. FLUX EXTERIEURS VERS LES PAYS FAD ELIGIBLES	8
FIGURE 5.1 : ÉVOLUTION DU RATIO DETTE INTERIEURE-PIB DES PAYS FAD.....	11
FIGURE 5.2 : ÉVOLUTION DU RATIO DETTE EXTERIEURE-PIB DE QUELQUES PAYS FAD (2010-2015).....	12
FIGURE 5.3 : ÉVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE DANS LES PAYS FAD (POINTS DE POURCENTAGE)	12

Tableaux

TABLEAU 3.1 ÉVOLUTION DU DOUBLE DEFICIT ET DE L'INFLATION DANS LES PAYS FAD ELIGIBLES	5
TABLEAU 4.1 ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES (% EXPORTATIONS DE MARCHANDISES)	6
TABLEAU 4.2 DIX PREMIERES DESTINATIONS PAR FLUX D'IDE EN AFRIQUE (2010-2014)	9
TABLEAU 4.3 DIX PREMIERES DESTINATIONS DES ENVOIS DE FONDS EN AFRIQUE (MOYENNE DE 2010-2014)	9

Sigles et abréviations

APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
EIU	Economist Intelligence Unit
EPIP	Évaluation des politiques et des institutions des pays
FAD	Fonds africain de développement
FAD-14	Quatorzième reconstitution des ressources du FAD
FMI	Fonds monétaire international
IDE	Investissement direct étranger
ODD	Objectif de développement durable
PIB	Produit intérieur brut
RNB	Revenu national brut

Résumé analytique

1. Les perspectives à moyen terme des pays FAD semblent favorables. La croissance du PIB devrait s'accélérer pour atteindre 5,3 et 5,6 % en 2016 et 2017 respectivement, contre 4,1 % en 2015 — ce qui tend à indiquer une résilience sous-jacente face aux chocs mondiaux et régionaux. Ces dernières années, les moteurs de la croissance des pays FAD ont été notamment l'amélioration de la gestion macro-économique ; la vigueur de la demande intérieure ; une évolution structurelle positive et l'accroissement des flux financiers externes, en particulier les investissements directs étrangers (IDE) et les envois de fonds.
2. Les chocs mondiaux et régionaux actuels pourraient toutefois avoir des répercussions macro-économiques plus importantes sur les pays FAD. La baisse continue des prix des produits de base, l'affaiblissement du commerce mondial et les chocs idiosyncratiques comme des conditions climatiques extrêmes, les conflits et le terrorisme, ont exercé des pressions sur les soldes budgétaire et courant des pays FAD. Les déficits courant et budgétaire se sont amplifiés pour s'établir à 9,8 % en 2015 contre 6 % en 2014, et devraient persister durant la période 2016-2018. Les ressources requises pour maîtriser ce double déficit sont estimées à environ 40 milliards de dollars par an. Cela signifie que des efforts résolus d'assainissement des finances publiques, des ajustements des taux de change et d'autres solutions de financement non inflationnistes et non restrictives sont indispensables pour éviter l'inversion de la croissance. De même, les partenaires au développement devraient maintenir leur appui à quelques-uns des pays les plus vulnérables, en réalisant des interventions anticycliques pour leur permettre de surmonter la crise.
3. La mobilisation des ressources intérieures s'est améliorée ces dernières années dans certains pays FAD. Elle n'atteint cependant pas le niveau généralement considéré comme étant le seuil minimum requis pour soutenir une croissance du PIB de 5 % ou plus. La situation ne devrait guère changer à moyen terme. Pour combler le déficit et satisfaire leurs besoins croissants en investissements et en infrastructures, un certain nombre de pays se sont tournés vers les marchés financiers internationaux. Cette solution de financement devrait se révéler plus difficile à moyen terme.
4. L'évolution de la dette et ses conséquences sur les conditions macro-économiques des pays FAD demeurent certes imprévisibles à moyen terme, mais elles pourraient être très importantes. Si le ratio moyen dette-PIB est resté faible et stable dans les pays FAD, il a aussi varié considérablement d'un pays à l'autre et au fil du temps dans chaque pays. Les financements non concessionnels auxquels les pays FAD ont eu accès sur les marchés financiers internationaux se sont accrus ces dernières années — ce qui indique à la fois une augmentation de la demande de ressources destinées à financer les projets dans des secteurs stratégiques, même à un coût très élevé, et le manque de capacités structurelles sous-jacentes à se prémunir contre les chocs. Notre analyse montre certes que le niveau d'endettement extérieur actuel est supportable, hormis dans quelques pays, mais des préoccupations se font jour quant à l'aptitude des pays à contracter de nouvelles dettes, compte tenu en particulier du resserrement des conditions de financement mondiales.
5. À l'avenir, la lutte à plus long terme pour éradiquer la faim et la pauvreté et réduire les inégalités dans les pays FAD ne sera gagnée que grâce à une transformation économique soutenue et rapide, comme le prévoient les ODD. Les financements dont les pays FAD ont besoin pour accélérer l'atteinte des ODD restent toutefois importants. Nous estimons qu'en moyenne, les pays FAD requerront annuellement un surcroît de financement de 11,3 % du PIB durant les 10 prochaines années pour modifier leur trajectoire de croissance en la faisant passer de son état actuel à un niveau plus élevé et plus durable. Il s'agit d'un montant d'environ 130 milliards de dollars par an, au niveau du PIB actuel. Il existe aussi dans les pays FAD des possibilités qui, pleinement exploitées, permettraient à la croissance de faire un bond en avant. Ces possibilités sont liées notamment à l'essor et au dynamisme du secteur privé favorisés par l'amélioration de la confiance des investisseurs, à l'expansion de la classe moyenne, et à la jeunesse de la population active, avec les dividendes démographiques qui en découlent.

Messages clés

- 1) *Les projections de croissance économique pour 2016-2018 montrent que les pays FAD enregistreront une croissance supérieure à 5 %, en dépit des chocs mondiaux et régionaux. Cela étant, la chute des prix des produits de base, l'affaiblissement du commerce international et les chocs idiosyncratiques comme les sécheresses et le terrorisme continueront à représenter des risques macro-économiques importants. Les déficits budgétaire et courant — qui se sont accentués en passant de 6 % en 2014 à 9,8 % en 2015 — devraient persister à moyen terme, d'où un besoin de financements d'environ 40 milliards de dollars par an pour les maintenir à leur niveau de 2014. Sans financement anticyclique, la crise macro-économique pourrait se transformer en crise de croissance.*
- 2) *Bien que la mobilisation des ressources intérieures se soit améliorée ces dernières années dans certains pays FAD, son niveau demeure en deçà de ce qui est généralement considéré comme le seuil minimum requis pour stimuler une croissance du PIB de 5 % ou plus. Cette situation est peu susceptible de changer considérablement à court terme. Les niveaux d'endettement sont aussi restés faibles et constants ces dernières années dans les pays FAD, mais avec des variations importantes d'un pays à l'autre et au fil du temps dans chaque pays, ce qui tend à indiquer l'imprévisibilité de l'évolution de la dette.*
- 3) *La réalisation du plein potentiel des pays FAD dépend d'une mise en œuvre efficace des cibles fixées dans les ODD. Ces pays requerront des mesures audacieuses et coordonnées, ainsi que d'abondantes ressources financières. Nous estimons qu'en moyenne, les pays FAD auront annuellement besoin de 130 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années pour modifier leur trajectoire de croissance actuelle en haussant son niveau et en la rendant plus durable.*

1 Introduction

Le présent document fait suite au souhait exprimé par les plénipotentiaires du Fonds africain de développement (FAD) de voir établir les perspectives économiques des pays FAD pour éclairer les débats lors de la première réunion relative à la quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14). Le document examine en particulier la performance économique récente et les perspectives de croissance des pays FAD, compte tenu des turbulences mondiales en évolution et de leurs répercussions sur la stabilité macro-économique. Il étudie par ailleurs les progrès accomplis ces dernières années par les pays FAD en vue de mobiliser des ressources auprès de sources internes et externes pour financer le développement, et donne quelques informations précises sur les problèmes liés à la viabilité de la dette. Enfin, le document traite aussi brièvement du défi de l'atteinte par les pays FAD des cibles fixées dans les ODD, et des conséquences à en tirer pour le financement du développement.

2 Performance économique et perspectives de croissance

Faits saillants

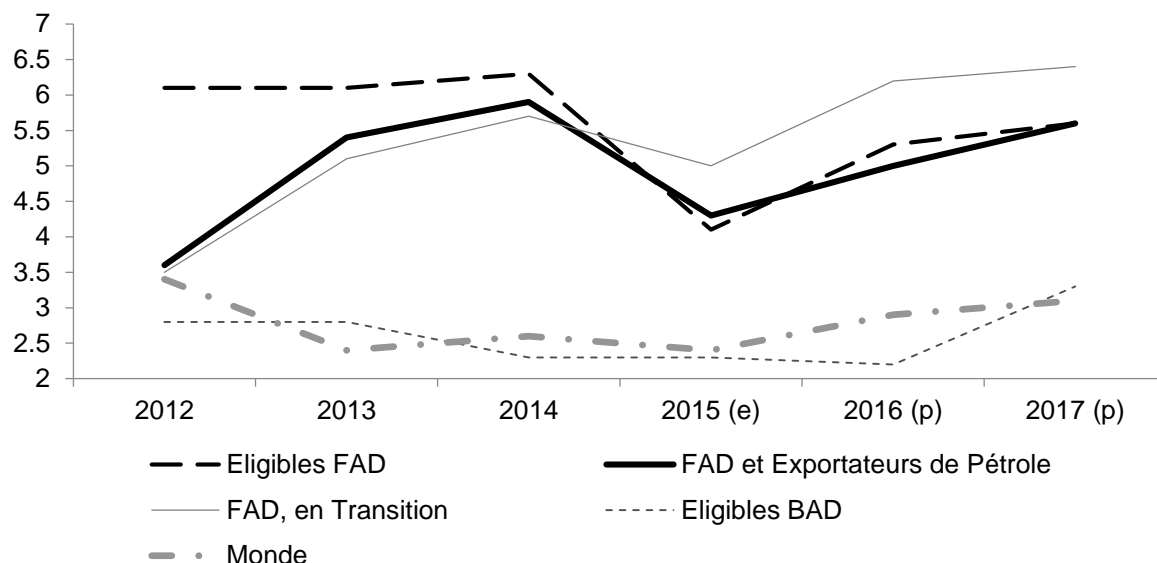
- *La croissance du PIB des pays FAD devrait s'accélérer pour s'établir à 5,3 % en 2016 et 5,6 % en 2017, contre le taux de 4,1 % enregistré en 2015, en dépit d'un affaiblissement de l'environnement économique mondial.*
- *La résilience de la croissance découlera de la vigueur de la demande intérieure, tirée essentiellement par la consommation privée et les investissements publics. La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB continuera d'être négative, en raison d'une baisse rapide des prix des produits de base.*

2.1 Une croissance économique résiliente jusqu'ici, en dépit des turbulences mondiales et régionales

Au cours de la dernière décennie et demie, les pays FAD ont connu une croissance économique forte par rapport aux niveaux historiques. Le taux de croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) a augmenté, passant d'à peine 2 % dans les années 80 et 90 à plus de 5 % entre 2001 et 2014. Seuls les pays émergents et en développement d'Asie ont dépassé ce niveau de performance en matière de croissance. Les pays FAD ont affiché une croissance en valeur réelle de 6,3 et 4,1 % en 2014 et 2015 respectivement, ce qui était supérieur au taux de croissance moyen de l'Afrique de 3,8 % en 2014 et de 3,5 % en 2015.

L'atonie de la croissance en 2015 est attribuée au ralentissement mondial qui a conduit à un recul marqué des prix des produits de base clés. Certains pays FAD restent toujours résilients, en dépit de la mollesse du taux de croissance mondiale. En particulier, l'Éthiopie, le Rwanda et la Tanzanie ont enregistré en 2015 une croissance supérieure à 7 %, favorisée par la poursuite des investissements dans les infrastructures. Le Mozambique et la République démocratique du Congo ont crû de 6 et 7,7 % respectivement, en raison d'investissements importants dans les secteurs minier et gazier. La figure 2.1 montre l'évolution de la croissance du PIB de différents groupes d'économies éligibles au FAD, des économies éligibles à la BAD, et du monde.

Figure 2.1
Perspectives de croissance économique à moyen terme



Source: BAD et Banque Mondiale, projections à compter de 2016

Les facteurs clés de croissance des pays FAD sont notamment la vigueur de la demande intérieure, l'expansion particulièrement rapide des investissements publics, l'amélioration progressive de la transformation structurelle, une gestion macro-économique prudente et des conditions du marché extérieur favorables. La plupart des pays FAD ont mis en œuvre des réformes qui ont créé un environnement macro-économique stable et propice à l'investissement. La gouvernance globale du secteur public a connu des améliorations dans l'ensemble des pays et la stabilité politique est solidement enracinée, même si des poches d'instabilité subsistent dans certaines régions. L'amélioration du climat de l'investissement a été dynamisée davantage par l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures, en particulier celles de transport et d'énergie, bien qu'il existe encore des lacunes flagrantes. Par ailleurs, les investissements directs étrangers (IDE) se sont accrus fortement au cours de la dernière décennie et demie. Les industries extractives ont certes reçu le gros des entrées d'IDE, mais les secteurs non liés aux ressources, en particulier ceux de détail et des services, ont également attiré d'importantes entrées. Les envois de fonds ont eu un impact positif sur la croissance économique des pays FAD, en fournissant une bouée de sauvetage indispensable pour les pauvres en particulier.

2.2 Les perspectives de croissance à moyen terme des pays FAD restent bonnes, mais fragiles

Les perspectives de croissance à moyen terme de la plupart des pays FAD resteront bonnes, si l'on tient pour acquis que les tendances mondiales ne se détérioreront pas considérablement¹. La croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 5,3 % en 2016 et 5,6 % en 2017. Les exportateurs de produits de base sont cependant susceptibles de connaître une croissance molle au cours des trois prochaines années si la tendance actuelle à la baisse des prix des produits de base se poursuit.

Nous prévoyons que la demande intérieure continuera de stimuler la croissance dans la plupart des pays à moyen terme. D'après les estimations, sa contribution à la croissance en 2016 et 2017 s'établira entre 62 et 64 %, atteignant 67 % en 2018. Cela compensera la baisse des recettes commerciales, à mesure que se poursuit la chute des prix des produits de base. L'investissement constitue le deuxième moteur le plus important de la croissance, car il y joue un rôle de plus en plus

¹ Les taux de croissance du PIB en 2015 sont des estimations de la Banque. Des prévisions ont été effectuées pour 2016 et 2017. Nous avons aussi utilisé les prévisions de l'Economist Intelligence Unit (EIU) aux fins de comparaison et pour établir les perspectives de 2018. Nos prévisions sont très similaires à celles de l'EIU.

considérable, avec une contribution en hausse d'environ 31 à 37 % en 2016 et 2017 ; et qui devrait atteindre 50 % en 2018.

En revanche, la contribution des exportations nettes à la croissance est négative et reste faible à moyen terme. Les pays FAD dépendant du pétrole verraient leur relance découler d'une augmentation importante de la consommation privée, la contribution du secteur extérieur à la croissance demeurant négative jusqu'en 2017, en raison essentiellement de la baisse des prix des produits de base. Durant la période précédant 2018, les principaux moteurs de la croissance de ces économies restent la vigueur de la consommation privée et publique ainsi que le redressement de l'investissement intérieur brut. Parmi les pays FAD, les économies en transition seraient également frappées de plein fouet par la baisse des prix, l'incidence de celle-ci étant cependant limitée. La croissance serait principalement alimentée par l'augmentation de la consommation privée et de l'investissement fixe brut. Ces termes de l'échange défavorables limitent l'accroissement de la consommation publique durant la période 2016-2018.

3 Stabilité macro-économique

Faits saillants

- *La stabilité macro-économique demeurera ferme à moyen terme, car l'inflation devrait se stabiliser. Certains pays subissent cependant des pressions inflationnistes liées au taux de change, en raison de la baisse des prix des produits de base.*
- *Le déficit double (soldes budgétaire et extérieur) continuera de se creuser à moyen terme, à mesure de la baisse des exportations et de l'accroissement de la facture des importations et des dépenses publiques. Nous estimons que quelque 40 milliards de dollars seront nécessaires chaque année pour maintenir le double déficit à son niveau de 2014.*

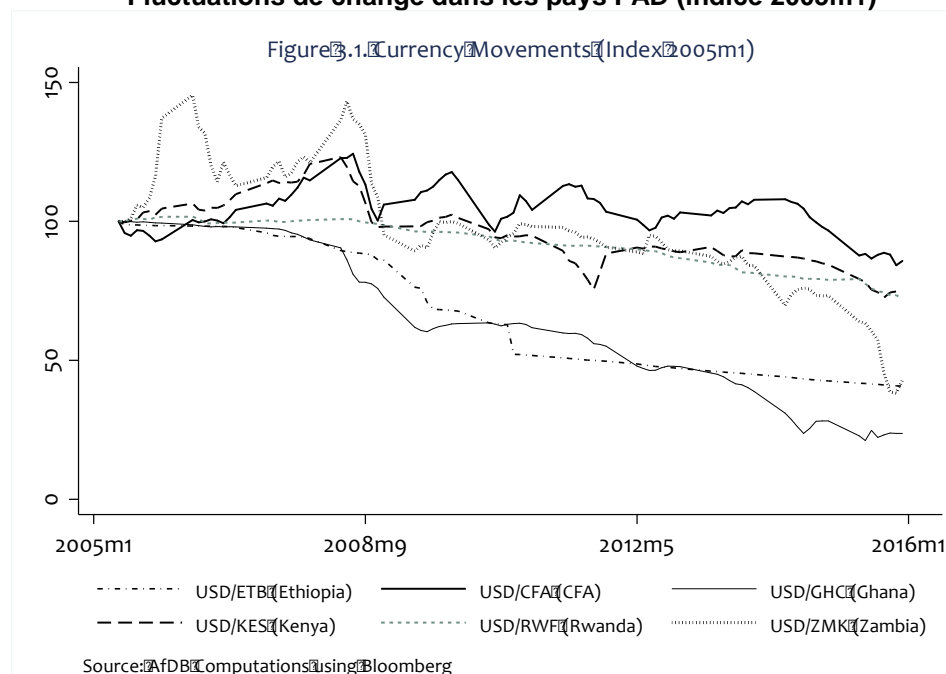
3.1 Dynamique des taux d'inflation et de change

Les taux d'inflation des pays FAD devraient baisser en 2016 et 2017, à mesure de la stabilisation des prix des produits de base. Ils ont baissé régulièrement, de 10,1 % en 2010 à environ 8,2 % en 2015.

Durant l'année écoulée, les taux de change de la plupart des pays FAD ont subi d'énormes pressions liées principalement au raffermissement du dollar des États-Unis et à la baisse des prix des produits de base. Dans les pays exportateurs nets de produits de base, des termes de l'échange défavorables ont contribué à affaiblir la position des comptes extérieurs, avec des effets secondaires sur les monnaies. Par exemple, rien qu'en 2015, le kwacha zambien a perdu plus du tiers de sa valeur. Globalement, environ 12 monnaies se sont dépréciées de plus de 20 % en 2015, notamment le cedi ghanéen, le kwacha zambien, le birr éthiopien, le metical mozambicain et le shilling tanzanien.

La figure 3.1 montre que dans l'ensemble des pays FAD, les fluctuations des taux de change ont varié ces dernières années, même si la dépréciation des monnaies constitue une tendance générale. À titre d'exemple, le cedi ghanéen et le kwacha zambien se sont fortement dépréciés entre 2014 et 2015, par rapport au birr éthiopien ou au franc rwandais.

Figure 3.1
Fluctuations de change dans les pays FAD (indice 2005m1)



3.2 Soldes budgétaire et courant

La combinaison de recettes pétrolières en baisse dans les pays exportateurs de pétrole, de dépenses publiques élevées et de projections de recettes trop optimistes a creusé le double déficit (courant et budgétaire) en 2014-2015. Le déficit total (courant plus budgétaire) des pays FAD éligibles a augmenté, passant de 6 % en 2014 à 9,8 % du PIB en 2015, et devrait rester au même niveau en 2016 et 2017. En 2015, parmi les pays éligibles au FAD, les déficits totaux des exportateurs de pétrole ont été légèrement plus importants que ceux des économies en transition. Le déficit total moyen en 2016 et 2017 devrait demeurer inférieur à 10 % dans les deux groupes. D'après les estimations, les déficits de la Guinée et du Libéria, pays touchés par Ebola, devraient rester beaucoup plus importants — supérieurs à 30 % du PIB en 2016 et 2017. En comparaison, le déficit total moyen des pays éligibles au guichet BAD est nettement plus faible et devrait demeurer à moins de 2 % en 2016 et 2017.

Nous estimons que l'important double déficit enregistré par les pays FAD depuis 2015 requerra 40 milliards de dollars de ressources supplémentaires chaque année pour maintenir le niveau des soldes macro-économiques atteint en 2014. Cette situation appelle des mesures vigoureuses d'assainissement des finances publiques, des ajustements des taux de change, et des solutions de financement non inflationnistes et non restrictives.

L'amplification des déficits est susceptible d'accroître l'accumulation de la dette, à mesure que les gouvernements cherchent des moyens de combler les déficits de dépenses. Par ailleurs, si les déficits franchissent les seuils fixés, certains gouvernements éprouveront plus de difficultés à obtenir des financements de développement auprès des prêteurs multilatéraux traditionnels, ce qui les obligera éventuellement à se tourner vers des sources non concessionnelles.

Tableau 3.1
Évolution du double déficit et de l'inflation dans les pays FAD éligibles

		2012	2013	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Solde courant (% du PIB)	Pays éligibles au FAD	-3,0	-2,9	-4,5	-6,4	-6,1	-6,3
	Pays FAD exportateurs de pétrole	-9,1	-10,7	-9,9	-8,8	-9,3	-10,8
	Pays FAD exportateurs de pétrole (hormis Nigeria)	-9,6	-11,0	-9,9	-8,6	-8,8	-10,0
	Pays FAD en transition	-9,2	-9,1	-8,4	-7,3	-8,0	-9,4
	Pays éligibles à la BAD	0,0	0,0	0,9	2,0	1,8	1,9
Solde budgétaire (% du PIB)	Pays éligibles au FAD	-2,2	-1,7	-1,5	-3,4	-3,4	-3,1
	Pays FAD exportateurs de pétrole	-0,9	-1,7	-1,8	-2,1	-2,2	-2,5
	Pays FAD exportateurs de pétrole (hormis Nigeria)	-0,9	-1,7	-1,8	-2,0	-2,1	-2,3
	Pays FAD en transition	-1,9	-2,3	-2,2	-2,5	-2,5	-2,8
	Pays éligibles à la BAD	-0,4	-0,7	-0,8	0,3	0,3	0,1
Inflation (%)	Pays éligibles au FAD	12,5	8,8	8,4	8,2	7,6	7,4
	Pays FAD exportateurs de pétrole	5,1	1,5	1,8	3,5	2,8	3,3
	Pays FAD en transition	5,9	5,8	4,4	5,3	4,7	3,9
	Pays éligibles à la BAD	6,3	5,1	5,7	6,6	6,3	7,0

Source : BAD. Projections de février 2016

4 Financement du développement dans les pays éligibles au FAD

Faits saillants

- La mobilisation des ressources intérieures pour financer le développement a connu des améliorations dans la plupart des pays FAD, avec l'accroissement de l'épargne intérieure et des recettes fiscales. Une amélioration importante des envois de fonds, des IDE et des flux financiers intra-africains a contribué à stimuler l'investissement et la consommation intérieure.
- La plupart des pays FAD sont cependant loin d'atteindre les taux d'épargne intérieure requis pour réaliser des taux de croissance du PIB de 5 % ou plus.

4.1 Capacité en matière de ressources internes

La capacité de mobilisation des ressources internes est, certes, généralement faible dans la plupart des pays FAD éligibles, et nettement inférieure à la moyenne de l'Afrique, mais elle s'est aussi améliorée ces dernières années. En l'absence d'efforts considérables, les perspectives à moyen terme continuent de montrer que le niveau de l'épargne, des impôts et taxes et d'autres ressources mobilisées par les administrations centrales restera bien en deçà de ce qui est nécessaire pour soutenir une croissance rapide et durable. Nous examinons brièvement les recettes fiscales et l'épargne dans les deux prochaines sous-sections.

4.1.1 Recettes fiscales

Même si certaines améliorations se sont produites ces dernières années, la plupart des pays FAD affichent de faibles ratios recettes fiscales-PIB. Le ratio recettes fiscales-PIB des pays FAD a augmenté de 9,7 % en 2000-2004 à 12 % en 2010-2014. Ce taux est inférieur au ratio de l'Afrique dans l'ensemble, qui s'est accru de 17,2 à 19,4 %. Il est cependant supérieur au niveau moyen de l'Asie de l'Est (10,8 % en 2010-2014) et se rapproche de la moyenne de l'Amérique latine établie à 14,4 %.

Plusieurs raisons expliquent les améliorations en matière de mobilisation des impôts et taxes dans les pays FAD. Les parts croissantes de l'industrie manufacturière et des services dans le PIB constituent des éléments importants, car il est d'ordinaire plus facile d'appliquer le régime d'imposition

à ces secteurs qu'à l'agriculture traditionnelle. La contribution du secteur moderne (fabrication et services) aux exportations s'est accrue progressivement. À titre d'exemple, la part des exportations de produits manufacturés dans les exportations des marchandises a augmenté pour s'établir à 20 % en 2010-2014, contre 16 % en 1990-1994 en ce qui concerne les pays FAD éligibles dans l'ensemble. Mais la situation a été variable, comme le montre le tableau 4.1 : depuis 2000-2004, la part de 10 pays s'est accrue et celle de 7 pays a diminué. Au Mali, un accroissement de 24 % de la part des exportations de produits manufacturés dans les exportations de marchandises a entraîné une hausse des recettes fiscales, qui se sont établies à 15 % du PIB. Au Togo, une augmentation de 67 % de la part de l'industrie manufacturière a porté les recettes fiscales à 16 % du PIB — taux qui se rapproche de celui du Sénégal, établi à 19 %, ce qui s'explique par la part constamment élevée des exportations de produits manufacturés.

Le Groupe de la Banque africaine de développement a joué un rôle de premier plan dans l'octroi d'un appui aux pays FAD pour améliorer la gestion de leurs finances publiques. À titre d'exemple, la Banque a apporté un concours à la réforme de l'Office togolais des recettes qui visait à simplifier les procédures fiscales et à introduire des instruments financiers innovants pour faciliter le paiement des impôts et taxes. À la suite de cette réforme, les recettes en espèces ont augmenté de 23 % pour s'établir à 721 millions de dollars après la première année de fonctionnement de l'Office.

Tableau 4.1
Évolution des exportations de produits manufacturés (% des exportations de marchandises)

Pays exclusivement FAD	1995-1999	2000-2004	2005-2009	2010-2014
Bénin	4,3	7,3	14,1	11,0
Burkina Faso	14,1	17,1	8,8	9,6
Burundi	0,3	1,9	18,1	12,9
République centrafricaine	44,8	48,7	21,8	5,7
Comores	33,4	3,0	13,4	
Éthiopie	8,2	11,4	8,7	8,8
Gambie	19,6	2,4	2,3	6,4
Guinée	20,4	26,7	11,6	
Guinée-Bissau	0,2	1,8	0,1	
Madagascar	27,9	44,4	56,8	41,8
Malawi	8,7	11,5	10,5	9,0
<i>Mali</i>	<i>2,6</i>	<i>10,4</i>	<i>12,4</i>	<i>23,6</i>
Mauritanie	0,3	0,0	0,0	0,0
Mozambique	12,5	6,7	6,1	12,2
Niger	1,8	8,9	11,1	7,2
Rwanda	3,9	4,0	4,5	10,2
<i>Sénégal</i>	<i>50,5</i>	<i>34,3</i>	<i>41,3</i>	<i>40,1</i>
Tanzanie	15,5	16,6	23,1	25,2
<i>Togo</i>	<i>8,0</i>	<i>47,3</i>	<i>56,0</i>	<i>66,8</i>
<i>Ouganda</i>	<i>5,0</i>	<i>5,5</i>	<i>22,1</i>	<i>28,6</i>
Zimbabwe	30,7	28,3	38,1	23,1

Remarque : les exportations de produits manufacturés comprennent les produits chimiques, les produits manufacturés de base, les machines et les équipements de transport, les métaux non ferreux étant exclus.

Source : Indicateurs de développement de la Banque mondiale (2015).

Les progrès accomplis en matière de politique et d'administration fiscales ont conduit, non seulement à une augmentation des recettes fiscales, mais aussi à la diversification des sources de ces recettes. Le tableau A2 de l'annexe fournit des détails à cet égard. Globalement, les pays FAD éligibles ont diversifié leurs recettes fiscales en les répartissant en *taxes directes, indirectes, commerciales et sur les ressources*. La contribution des taxes directes a augmenté, passant d'une moyenne de 3,6 % du PIB en 1996-2004 à 4,2 % en 2005-2013, contre 3,7 à 4,5 % du PIB pour les taxes indirectes, tandis que les taxes commerciales ont diminué en importance relative, leur part restant stable à 3,7 % du PIB.

En dépit de cette baisse d'importance relative, les taxes sur le commerce international représentent toujours la plus grande partie des recettes fiscales, la part des taxes internationales étant supérieure à celle des taxes directes ou indirectes dans au moins 15 pays FAD éligibles. Cette forme d'imposition prévoit en général l'application de niveaux relativement élevés de droits d'importation. Ce type de régime douanier tend à protéger les industries et conduit souvent à moins d'incitations à assurer une production efficace. Les taux des droits d'importation appliqués par les pays FAD s'établissent en moyenne à 9,6 % depuis 2005, ce qui est supérieur à la moyenne africaine de 7,4 % et nettement plus élevé que les taux de l'Asie de l'Est et de l'Amérique latine établis à 4,3 et 4,9 %.

4.1.2 Épargne intérieure

Le ratio épargne-PIB est faible dans les pays FAD — il s'établit en moyenne à 12,7 % depuis 2009. Ce chiffre est nettement inférieur aux ratios épargne-PIB moyens de l'Afrique dans son ensemble (18,4 %), de la région Amérique latine et Caraïbes (19,3 %), et surtout de l'Asie de l'Est (45,6 %). Par conséquent, ni les pays FAD éligibles ni l'Afrique n'atteignent le seuil minimum de 25 % généralement considéré comme étant nécessaire pour soutenir des taux de croissance du PIB de 5 % ou plus. La variation entre les pays FAD éligibles est grande et persistante. À titre d'exemple, les ratios épargne-PIB du Mali, du Sénégal, de la Tanzanie et de l'Ouganda se sont considérablement accrus au cours des trois dernières décennies. Les ratios des quatre pays ont convergé vers le niveau africain en 2011-2014. En revanche, au Togo, au Libéria et en Guinée, les ratios épargne-PIB moyens de 2010-2014 se sont établis respectivement à -3,9 %, -7 % et -13 % du PIB².

La faiblesse des taux d'épargne privée dans certains pays FAD s'explique largement par un des facteurs suivants ou une combinaison de ceux-ci : un accès inadéquat aux services bancaires et financiers, des exigences prohibitives en matière de documents, les exigences de solde créditeur minimum, et la distance physique par rapport aux institutions financières. À titre d'exemple :

- L'Ouganda et la Tanzanie ont chacun moins d'une succursale bancaire pour 100 000 personnes. Ce ratio est meilleur dans certains pays éligibles au FAD — notamment, le Zimbabwe compte trois succursales bancaires pour la même taille de population.
- En Sierra Leone et en Ouganda, les banques exigent au moins quatre documents pour ouvrir un compte, dont une carte d'identité ou un passeport, une lettre de recommandation, un bulletin de paie et une preuve de résidence. Ces conditions sont onéreuses pour la majorité de la population qui fonctionne largement dans l'économie informelle où l'usage de documents est une pratique inconnue.

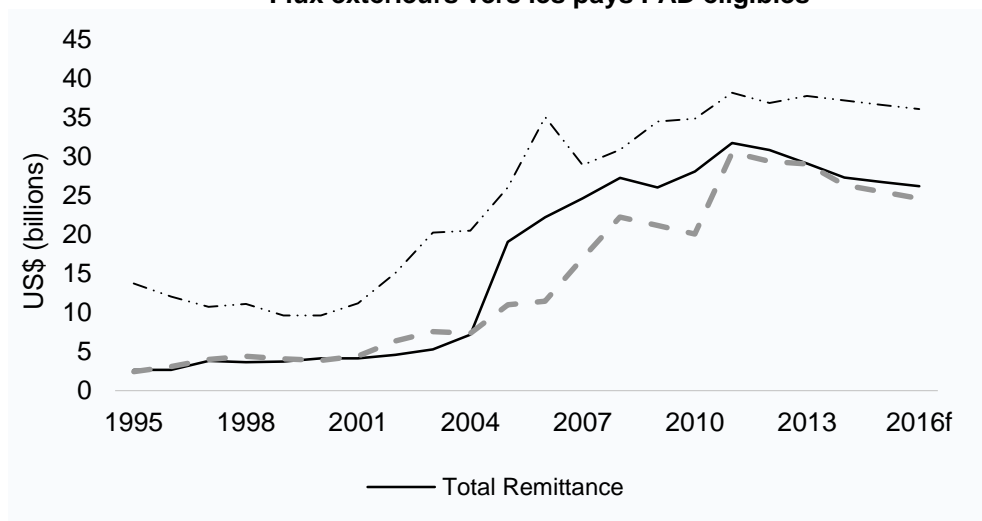
Même si les services bancaires mobiles font lentement tomber les murs bureaucratiques qui ont historiquement limité l'accès aux services financiers en général et à l'épargne en particulier, il y a encore lieu d'accroître l'appui et les investissements en faveur d'innovations permettant d'élargir l'accès aux services financiers.

4.2 Flux de capitaux extérieurs

La figure 4.1 montre l'évolution des trois composantes principales des flux de capitaux extérieurs.

² L'épargne brute se calcule comme le revenu national brut minoré de la consommation totale et majoré des transferts nets. Une épargne brute négative indique donc un emprunt net par les pays.

Figure 4.1
Flux extérieurs vers les pays FAD éligibles



Source : *Perspectives économiques en Afrique* (2016)

4.2.1 Aide publique au développement

En raison notamment de l'imprévisibilité des flux privés et du fait que les ressources intérieures n'augmentent pas assez vite pour soutenir les dépenses publiques dans des secteurs clés, l'aide publique au développement (APD) demeure très importante pour la plupart des pays FAD. En 2011-2014, l'APD moyenne était supérieure aux IDE dans la majorité des pays FAD — à l'exception de Madagascar, du Mozambique, du Niger et du Soudan. Des pays comme le Libéria, le Soudan du Sud, la Mauritanie et le Rwanda dépendent davantage de l'aide au développement : au Libéria, l'APD par habitant s'est élevée en moyenne à 160 dollars en 2010-2014, contre 104 dollars en Mauritanie et 100 dollars au Rwanda.

Il existe toutefois une tendance générale à la baisse de l'APD et d'autres types de flux de capitaux extérieurs vers les pays FAD éligibles. Cette évolution devrait se poursuivre à moyen terme, comme le montre la figure 4.1.

4.2.2 Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) nets vers les pays éligibles au FAD se sont multipliés par neuf, passant de 3,1 milliards de dollars en 1995-1999 à 28,8 milliards de dollars en 2010-2014. Quatre des 10 premiers bénéficiaires d'IDE nets en Afrique durant la période récente (2010-2014) étaient des pays FAD : Nigeria, Mozambique, Soudan et Tanzanie (voir tableau 4.2).

La hausse des IDE dans plusieurs pays est principalement liée au secteur minier. À titre d'exemple, les IDE en pourcentage du PIB durant la majeure partie de la période quinquennale récente se sont établis en moyenne à 31 et 36 % au Mozambique et au Libéria, bien qu'avec une variation considérable au fil du temps, et cette situation s'explique par l'investissement dans le charbon et le gaz dans le cas du Mozambique, et dans le minerai de fer et le caoutchouc en ce qui concerne le Libéria. L'investissement en capital financé par les IDE au Mozambique a totalisé plus de 31 milliards de dollars, créant plus de 34 000 emplois au cours des cinq dernières années. De même, la part élevée des IDE dans le PIB de la Mauritanie (11,5 %) et de la Sierra Leone (14,3 %) est également attribuée à l'investissement dans le secteur minier.

L'évolution actuelle des prix des produits de base présente toutefois des risques pour l'accroissement des IDE dans ces pays. Les cours mondiaux des métaux et du pétrole devraient rester près des niveaux actuels à moyen terme. Les flux nets d'IDE vers l'Afrique de l'Ouest ont déjà connu une baisse de 10 % en 2014 — en particulier vers le Nigeria, la Mauritanie et le Libéria.

Tableau 4.2
Dix premières destinations par flux d'IDE en Afrique (2010-2014)

		Millions de dollars
1	Nigeria	6 026,2
2	Mozambique	4 998,8
3	Afrique du Sud	4 626,0
4	Égypte	4 192,2
5	Ghana	3 247,6
6	Maroc	2 842,0
7	Congo, Rép. du	2 179,9
8	Soudan	2 063,7
9	Guinée équatoriale	1 975,0
10	Tanzanie	1 813,2

Sources : statistiques de la BAD, Banque mondiale

4.2.3 Envois de fonds

Les flux d'envois de fonds vers les pays FAD éligibles se sont multipliés par 10 pour s'établir à 27,3 milliards de dollars en 2014, contre 2,6 milliards de dollars en 1996. Cela représente une hausse de 1,7 à 4,7 % de la part du PIB et de 5,9 à 28,7 dollars par habitant. Le Nigeria, le Ghana, le Sénégal, l'Ouganda et le Mali figurent parmi les 10 premières destinations des entrées d'envois de fonds en Afrique (voir tableau 4.3).

Les flux d'envois de fonds devraient s'intensifier en 2016 et 2017 si la conjoncture se stabilise dans les économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Des éléments probants tendent à montrer que les envois de fonds demeurent une bouée de sauvetage pour les pauvres, en lissant la consommation en temps de chocs défavorables, ainsi qu'une source de financement permettant d'investir dans les petites entreprises, la scolarisation des enfants et la constitution d'actifs. Une étude de la Banque révèle par ailleurs leur rôle important et positif dans la réduction des disparités entre riches et pauvres dans les pays bénéficiaires en Afrique.

Tableau 4.3
Dix premières destinations des envois de fonds en Afrique (moyenne de 2010-2014)

	pays	Millions de dollars	Par habitant /an (dollars)
1	Nigeria	20 616,9	121,9
2	Égypte	17 833,1	193,9
3	Maroc	6 694,8	206,5
4	Tunisie	2 265,7	203,5
5	Ghana	2 007,8	73,2
6	Sénégal	1 545,8	95,6
7	Kenya	1 211,0	15,7
8	Afrique du Sud	1 069,6	19,9
9	Ouganda	887,4	17,7
10	Mali	805,8	23,2

Source : statistiques de la Banque mondiale

4.2.4 Flux financiers intra-africains

Les investissements intra-africains sont en hausse depuis 15 ans. Les flux transfrontaliers d'IDE à l'intérieur de l'Afrique ont augmenté, passant d'à peu près 10 milliards de dollars en 2000 à environ 55 milliards de dollars en 2015, ce qui représente approximativement 19 % du total des flux d'investissements en Afrique en 2015³.

³ D'après Ernst and Young.

Ces flux financiers régionaux transfrontaliers présentent l'avantage majeur, par rapport aux IDE provenant de l'extérieur de l'Afrique, d'être moins biaisés en faveur des industries extractives. Ils sont principalement concentrés dans les domaines de la télécommunication, des services bancaires et des assurances, et aident de ce fait les pays bénéficiaires à diversifier leurs économies au-delà du secteur volatile des industries extractives.

Cela dit, les flux financiers intra-africains restent faibles par rapport à ceux d'autres régions. À titre d'exemple, les flux financiers régionaux représentent 33 % du total des IDE en Asie. Leur niveau plus faible en Afrique s'explique en partie par deux raisons. Premièrement, l'Afrique se caractérise encore par la présence de barrières tarifaires et non tarifaires élevées qui entravent le commerce et partant, les investissements étrangers, compte tenu des liens de ceux-ci avec les échanges. Bien qu'en hausse, le commerce intra-africain ne représente que 15 % du total des échanges de l'Afrique — soit un taux faible par rapport au commerce intrarégional en Asie (51 %) et en Europe (68 %). Deuxièmement, certains pays inquiets de la fuite des capitaux ont adopté des mesures réglementaires draconiennes qui rendent difficile, pour les investisseurs, dont ceux d'Afrique, le déplacement à volonté des actifs financiers. Il s'ensuit que la croissance des investissements intra-africains a été plus lente que celle d'autres régions. L'intégration financière intra-africaine mettra par conséquent à profit la coopération transfrontalière entre les instances chargées de la réglementation financière pour harmoniser les règles en matière de réglementation financière à l'échelle de la région.

Parallèlement, la taille modeste du commerce intra-africain tient en partie à l'accès limité aux financements du commerce. Les banques opérant en Afrique financent à peu près le tiers de la valeur des échanges totaux du continent, mais 19 % seulement des financements du commerce par l'entremise des banques sont consacrés aux échanges intra-africains. L'Afrique orientale et l'Afrique australe ont la proportion la plus élevée de commerce intrarégional, grâce aux plaques tournantes du Kenya et de l'Afrique du Sud, et donc la plus forte proportion des financements des échanges par l'entremise des banques qui sont consacrés au commerce intrarégional, soit environ 27 %. Des financements ciblés des échanges régionaux peuvent promouvoir le commerce intra- africain.

5 Évolution et viabilité de la dette des pays éligibles au FAD

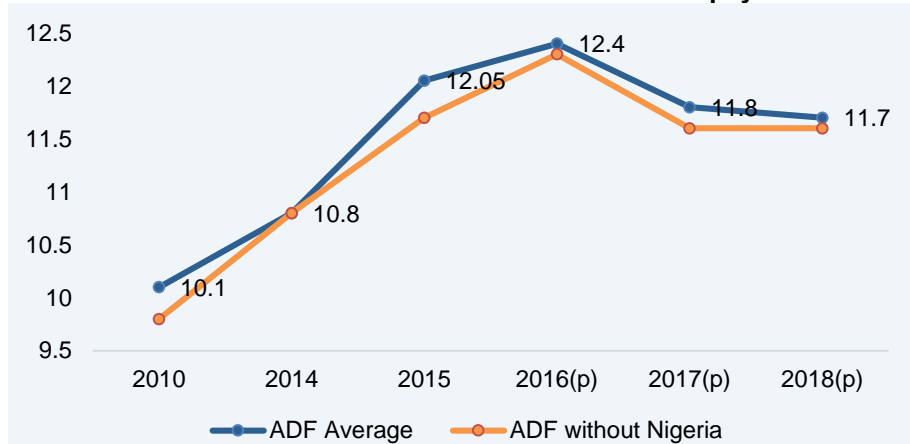
Faits saillants

- La dette intérieure et extérieure continue à contribuer de façon importante à combler les déficits de financement. Des variations considérables d'un pays à l'autre et au fil du temps dans chaque pays rendent imprévisible l'évolution de la dette et accentuent le risque de surendettement.
- Même si une portion importante de la dette est contractée en partie pour financer des programmes d'investissements majeurs, environ 40 % du montant de la variation de la dette extérieure est destiné à financer le déficit double, ce qui souligne la faiblesse des dispositifs de protection contre les chocs des pays FAD.
- Si plusieurs pays FAD ont eu accès à des créances non concessionnelles ces dernières années sur les marchés internationaux, il est peu probable que cette tendance se poursuive, car la conjoncture mondiale a continué de changer.

5.1 Dette publique intérieure

Le ratio dette intérieure-PIB des pays FAD éligibles est en hausse depuis 2010, ces pays s'étant tournés vers les marchés intérieurs pour financer les dépenses publiques. Diverses raisons expliquent cette situation. Premièrement, dans certains cas comme celui de la Tanzanie, l'augmentation de l'emprunt intérieur a dans une large mesure été impulsée par la contraction de l'APD. Deuxièmement, pour financer les déficits, il est plus facile aux pays ayant d'importants déficits récurrents de recourir à la dette intérieure plutôt qu'à la dette extérieure — en particulier lorsque l'appui budgétaire sous forme d'APD est limité. Troisièmement, une poignée de pays accroissent la dette intérieure pour absorber les liquidités excédentaires en cas d'entrées rapides de devises, ce qui pourrait compromettre la stabilité macro-économique. Le tableau 4 de l'annexe présente en détails cette situation.

Figure 5.1
Évolution du ratio dette intérieure-PIB des pays FAD



Source : Rapport des services du FMI pour les consultations au titre de l'Article IV (questions diverses)

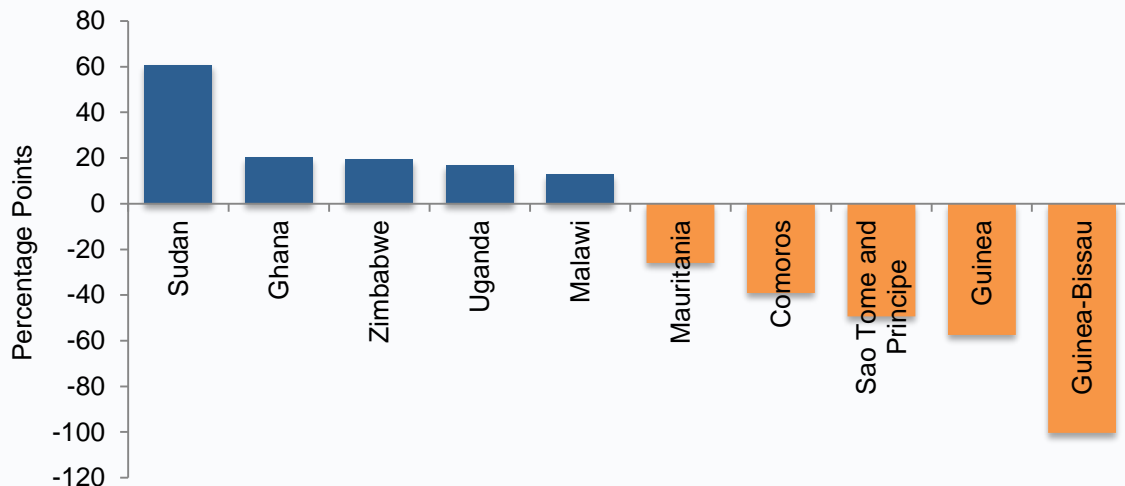
Une hausse rapide de la dette intérieure peut représenter des risques importants, en particulier dans les pays dont le marché financier intérieur est sous-développé. La dette intérieure peut être coûteuse, les taux d'intérêt internes étant supérieurs aux taux extérieurs. Par ailleurs, les frais d'intérêts de l'emprunt intérieur peuvent augmenter rapidement dans les pays dont le marché financier intérieur est sous-développé, avec des répercussions sur les obligations de remboursement de la dette du gouvernement.

Des accumulations localisées de la dette intérieure apparaissent déjà dans le groupe FAD, les cas notoires s'observant en **Gambie** et au **Togo** où la gestion budgétaire connaît des dérapages et les arriérés intérieurs s'accumulent. Dans le cas de la Gambie, les bons du Trésor à court terme représentent près des deux tiers de la dette intérieure et un risque accru d'endettement qui peut requérir des ajustements budgétaires coûteux. Le paiement des intérêts sur la dette intérieure absorbe près de 15 % des recettes publiques. De même, sous l'effet d'une exposition croissante aux bons du Trésor à échéance brève au Togo, la dette publique intérieure a augmenté pour s'établir à près de 35 % du PIB. En 2015, les paiements d'intérêts sur la dette intérieure étaient quatre fois plus élevés que ceux sur la dette extérieure (27 milliards de francs CFA contre 8 milliards de francs CFA seulement). Le stock des titres publics sur le marché régional a augmenté de 9,2 % du PIB en 2010 à 18,4 % en 2014, en raison principalement de l'utilisation des bons du Trésor.

5.2 Dette publique extérieure

La dette extérieure des pays FAD est restée relativement inchangée ces cinq dernières années (2010-2015), s'établissant en moyenne à 17,4 % du PIB. Cette moyenne cache toutefois la variation d'un pays à l'autre et au fil du temps. La figure 5.2 ci-après montre qu'entre 2010 et 2015, le ratio dette-PIB a connu un changement rapide dans certains pays et une baisse importante dans d'autres. Des chocs assez importants pourraient facilement pousser certains pays dans le piège de la dette ou dans le surendettement, comme en témoigne la forte instabilité de l'évolution de l'accumulation de la dette par chacun des pays sur une période courte.

Figure 5.2.
Évolution du ratio dette extérieure-PIB de quelques pays FAD (2010-2015)



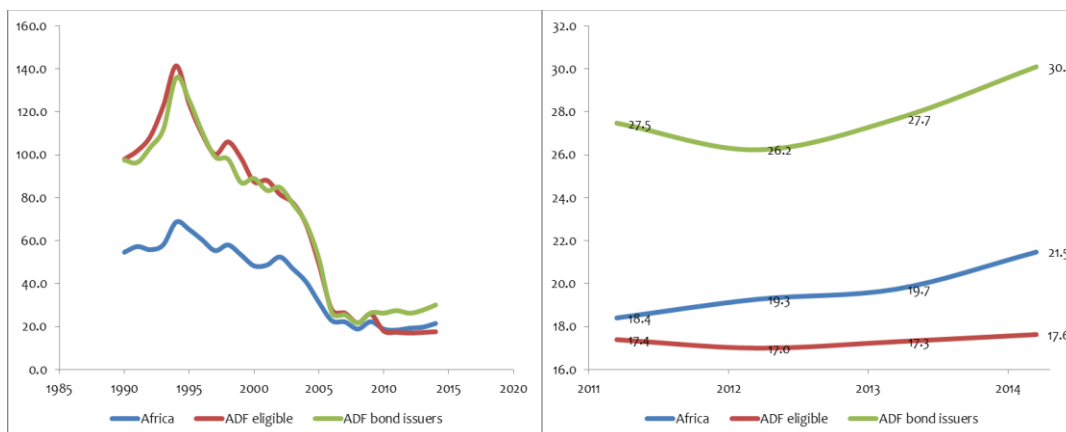
Source: Computations using IMF Data

Source : calculs effectués par l'auteur sur la base du Rapport des services du FMI pour les consultations au titre de l'Article IV (questions diverses)

Encouragés par de faibles taux d'intérêt mondiaux, les gouvernements africains ont pu accéder aux marchés internationaux du crédit bancaire ces dernières années dans le but de combler les déficits de financement d'un certain nombre d'infrastructures et d'autres projets d'investissement en capital, ainsi que de contenir les déficits budgétaires. En 2013-2015, les pays africains ont émis des obligations souveraines d'une valeur de 20,9 milliards de dollars, contre 5,9 milliards de dollars seulement en 2009-2012. Aujourd'hui, beaucoup de pays FAD ont un accès direct aux marchés financiers, par rapport au passé où ils s'en tenaient à contracter des emprunts auprès de prêteurs publics bilatéraux et multilatéraux. Les pays FAD étaient à l'origine de 63 % des émissions souveraines entre 2013 et 2015 (13,25 milliards de dollars). Ce qui est frappant, c'est également l'augmentation soudaine en l'espace d'un an de ces émissions qui sont passées de 1,7 milliard de dollars en 2013 à 6,5 milliards de dollars en 2014. En 2015, les pays FAD ont reçu 65 % des prêts totaux contractés par les pays africains auprès des marchés financiers à des taux commerciaux (tableau A8).

La tendance qu'il convient de surveiller est celle du profil d'endettement des pays FAD ayant récemment eu accès à des prêts non concessionnels auprès des marchés financiers internationaux. Le ratio dette-PIB des pays FAD éligibles a augmenté régulièrement de 21,7 % en 2008 à 30,1 % en 2015 (figure 5.3 ci-après), ce qui s'explique non seulement par la faiblesse des taux d'intérêt mondiaux, mais aussi par une augmentation du nombre de pays FAD ayant une cote de crédit, qui est passé de 3 en 2003 à 17 en 2014.

Figure 5.3. Évolution de la dette extérieure des pays FAD (points de pourcentage)



À moyen terme, la hausse des taux d'intérêt mondiaux et l'affaiblissement de la position macro-économique de la plupart des pays FAD accroîtront fort probablement le coût de l'emprunt des pays qui recourent aux marchés financiers. Déjà, plusieurs pays FAD ont constaté que leurs émissions les plus récentes sont assorties d'un coupon plus élevé (voir tableau A8). Les obligations souveraines émises par les pays éligibles au FAD reçoivent une cote inférieure à celle des investissements de bonne qualité (en deçà de BBB-) et sont souvent décrites comme ayant « de grandes incertitudes ou des expositions majeures à des conditions défavorables ». Les notes à l'émission varient de BB- (Nigeria) à B+ (Côte d'Ivoire, Kenya, Éthiopie, Mozambique, Sénégal et Zambie), en passant par B (Burkina Faso, Cameroun, Ghana et Rwanda) et B- (République démocratique du Congo).

5.3 Viabilité de la dette

La dette publique des pays FAD éligibles demeure généralement faible et est restée constante ces cinq dernières années, en dépit de l'accroissement de la dette publique intérieure. La moyenne cache toutefois des variations importantes d'un pays à l'autre et l'évolution de la dette n'a pas été similaire dans les différents pays. Cependant, à mesure que les taux de croissance commencent à fléchir dans les économies des marchés émergents et que les recettes commerciales baissent, la viabilité à moyen et à long terme de cette activité d'emprunt récente suscite des préoccupations.

La solidité du lien entre les déficits des soldes courant et budgétaire et la dette constitue un indicateur important permettant de jauger le risque de surendettement. Nos estimations indiquent qu'en ce qui concerne le passé récent, près de 40 % de la dette contractée s'expliquait principalement par le besoin de financer des déficits. D'autres motifs, comme l'investissement dans des projets publics, semblent aussi importants.

5.3.1 Évaluations des pays

Dans cette section, nous présentons une évaluation indicative du risque d'endettement en classant les pays africains dans différentes catégories selon que *leur cadre de politique générale est solide, relativement solide ou en transition*, sur la base des notes EPIP moyennes des trois dernières années (2012-2014). Le tableau A de l'annexe présente les détails de ce classement. Deux types d'indicateurs de charge de la dette sont identifiés : la taille de la dette et le service de la dette. Au niveau de chaque indicateur global, une paire de sous- indicateurs est utilisée — la part des exportations et celle du revenu national brut (RNB). Un ensemble d'indicateurs complémentaires est annexé à chaque indicateur global pour étayer l'analyse.

Les chiffres figurant au tableau A de l'annexe doivent être considérés comme donnant une indication des risques actuels de surendettement et ne sont pas censés se substituer aux analyses formelles de la viabilité de la dette des pays, qui fournissent les trajectoires des indicateurs de la dette. Néanmoins, le tableau montre que certains pays se trouvent déjà considérablement au-dessus des seuils indicatifs. Globalement, le nombre de pays ayant un risque modéré (jaune) et élevé (rouge) de surendettement dépasse de loin celui des pays dont le risque de surendettement est faible. Quand bien même le risque est modéré, il existe des différences en matière de performances entre les pays. Des chocs continus des termes de l'échange pourraient déclencher un glissement dans le surendettement.

Les deux prochaines sections du document ne traitent que de deux des trois groupes de pays, à savoir ceux ayant un *cadre de politique générale en transition* et un *cadre de politique générale relativement solide*, car il s'agit des pays qui sont rendus vulnérables au surendettement par leur cadre de politique générale.

5.3.2 Pays ayant un cadre de politique générale en transition (fragile)

Comme l'indiquent les indicateurs de dette du tableau A de l'annexe, deux pays de cette catégorie, en l'occurrence le **Soudan** et le **Zimbabwe**, sont exposés à un grand risque car ils se trouvent considérablement au-dessus des seuils indicatifs et sont en situation de surendettement. Le service de

la dette du Soudan est anormalement faible compte tenu de ses besoins importants en matière de financement de la dette à court terme — ce qui indique une accumulation considérable d'arriérés. Une proportion substantielle de la dette est déjà sous forme d'arriérés accumulés qui continuent d'entraver les possibilités de refinancement de la dette. L'accès à de nouvelles créances est limité par l'inaptitude du Soudan à assurer le service de sa dette. Au Zimbabwe, le choc de la dette extérieure et le service de la dette se trouvent actuellement au-dessus de leurs seuils, et les besoins de financement de la dette à court terme sont importants par rapport aux réserves extérieures actuelles. Les possibilités de refinancement d'une partie de la dette peuvent être particulièrement problématiques au Zimbabwe, les trois quarts du fardeau de la dette extérieure étant non concessionnels. La situation d'endettement du Zimbabwe reste une contrainte importante qui entrave le développement économique, et sa résolution passera par l'engagement d'un dialogue avec les décideurs sur le besoin d'un apurement global des arriérés et du resserrement des leviers macro-économiques, et avec les partenaires au développement sur la nécessité d'un allègement de dette.

5.3.3 Pays ayant un cadre de politique générale relativement solide

Le niveau actuel de la dette de la **Mauritanie** et de **São Tomé-et-Principe** se situe au-dessus des seuils indicatifs, ce qui les expose à un risque élevé de surendettement. Le ratio dette-RNB de la Mauritanie est supérieur à 40 %, tandis que le ratio de sa dette aux recettes d'exportation se rapproche du ratio indicatif. Ces niveaux peuvent augmenter, car les recettes d'exportation devraient baisser davantage à moyen terme en raison des perspectives négatives des prix des produits de base. La Mauritanie exporte principalement le minerai de fer, le minerai de cuivre, l'or et le pétrole brut — soit des produits de base qui connaissent les plus fortes baisses de prix depuis 2013. Un risque persistant de détérioration des termes de l'échange est donc susceptible de maintenir la dette à des niveaux élevés. Le ratio dette-RNB de São Tomé-et-Principe s'établit à 40 %. Une proportion plus importante de la dette est cependant assortie d'une échéance à long terme. Actuellement, la dette à court terme ne constitue que 22 % des réserves extérieures, tandis que les coûts du service de la dette sont modérés.

La **Zambie**, la **Gambie**, le **Malawi** et le **Mozambique** sont exposés à un risque modéré de surendettement. Ces quatre pays ont cependant des proportions élevées de dette concessionnelle, d'où la réduction du fardeau du service de la dette. La situation de la Zambie a toutefois empiré. La croissance de la Zambie, qui compte sur les exportations de cuivre pour près de 70 % de ses réserves de change, est susceptible de se contracter pour s'établir à 4,7 % en 2015, contre une moyenne de 6 % ces cinq dernières années. Une combinaison de forces économiques mondiales et d'incertitudes entourant la politique relative au secteur minier national devrait conduire à une baisse des investissements, exposant la Zambie à un risque élevé de surendettement.

6 Vue d'ensemble : la voie vers les Objectifs de développement durable

Faits saillants

- L'avenir des pays FAD est très prometteur, compte tenu de leur immense potentiel en termes de ressources humaines et naturelles. Cependant, le chemin à parcourir pour atteindre les cibles fixées dans les ODD demeurera irrégulier et difficile si les tendances actuelles de la mobilisation des ressources intérieures et extérieures persistent.
- Les pays FAD auront besoin au moins d'un montant supplémentaire annuel de 130 milliards de dollars pour atteindre et maintenir un taux de croissance supérieur à 7 % au cours des 15 prochaines années.

Si les pays FAD éligibles ont accompli des progrès importants vers la réduction de la pauvreté et l'amélioration du développement humain, davantage d'efforts et de ressources seront requis pour mettre fin à la pauvreté extrême comme l'indiquent les ODD. La dernière décennie et demie s'est caractérisée, dans les pays FAD, par une croissance rapide qui a conduit à une augmentation de 63 % du revenu par habitant et à l'amélioration d'autres dimensions du niveau de vie, notamment la santé et l'éducation. La Banque estime que la proportion de la population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (mesure de la pauvreté extrême) dans les pays FAD a baissé d'environ 63 % en 2000 à 42 % en 2015. Mais en dépit de cette réduction de 20 points de pourcentage, la population pauvre a vu ses rangs grossir de 40 millions de personnes sous l'effet de l'accroissement démographique. Cette situation tend à indiquer que l'évolution actuelle de la croissance est insuffisante pour mettre fin à la

pauvreté. Il reste encore beaucoup à faire.

D'après nos estimations, les pays FAD accuseront un déficit de financement s'établissant probablement autour de 130 milliards de dollars par an, en dépit de la réalisation de progrès réguliers ces dernières années vers l'amélioration de leur base de ressources intérieures pour financer le développement. Nous estimons que compte tenu du niveau actuel de leur PIB, pour atteindre les ODD, les pays FAD doivent doubler leur PIB en 10 ans, ce qui requiert de chacun d'eux la réalisation d'un taux de croissance de 7 % par an. Le tableau A5 de l'annexe présente une première estimation du déficit de financement à combler pour réaliser un taux de croissance de 7 % dans chaque pays exclusivement FAD, et pour doubler le PIB en 10 ans. Les résultats montrent que ce déficit est assez important : le déficit de financement médian à combler s'élève à environ 11,3 % du PIB ou l'équivalent d'à peu près 130 milliards de dollars par an. Nos estimations montrent des différences substantielles au niveau du déficit de financement entre les pays, compte tenu des variations des taux d'investissement et d'épargne et de la performance moyenne de la croissance au cours de la dernière décennie. En ce qui concerne les pays ayant déjà enregistré une croissance moyenne de 7 % ou plus ces 10 dernières années, comme la Zambie et le Mozambique, le déficit de ressources est minimal (négatif dans certains cas), ce qui signifie qu'ils peuvent réaliser le taux de croissance de 7 % par an et donc doubler leur PIB en 10 ans en maintenant un ratio investissement-PIB moyen de 31 % et 30,2 % respectivement et sans besoin de ressources supplémentaires.

Le défi le plus important auquel sont confrontés les pays FAD réside dans leur aptitude à utiliser efficacement les investissements pour stimuler la croissance. Nous estimons que le coefficient d'efficacité moyen de l'investissement d'un pays exclusivement FAD s'établit actuellement à environ trois (3). Autrement dit, pour atteindre une croissance du PIB de 5 %, un pays doit investir 15 % du PIB. En ce qui concerne les pays dotés d'abondantes ressources, le coefficient d'efficacité de l'investissement est beaucoup plus faible, en raison de la nature capitaliste de l'investissement et de la concentration de celui-ci dans un secteur étroit, produisant peu d'effets de liaisons en amont et en aval. Des études ont montré que l'efficacité de l'investissement dépend principalement de la résilience des institutions. Une bonne gouvernance économique et politique est nécessaire pour réduire le risque de récupération par des intérêts politiques, mettre fin au comportement de recherche de rente et supprimer d'autres entraves à l'investissement. Elle passe par une réforme énergique de la part des dirigeants et des décideurs. Au cours de la dernière décennie, des progrès louables ont été accomplis dans ce domaine, mais beaucoup reste encore à faire pour que l'investissement soit porteur de transformation. C'est là une raison supplémentaire de tirer le meilleur parti de l'accès aux sources de capitaux qui donnent la priorité aux investissements de grande qualité, comme le FAD.

À moyen et à long terme, les pays FAD continueront de faire face à des défis structurels de taille. Certains pays FAD restent fragiles et vulnérables aux chocs internes et externes ; dans ces cas, l'investissement reste faible, et les efforts visant à diversifier les structures économiques et à stimuler la croissance s'en trouvent limités. Certains pays, comme la République centrafricaine et le Soudan du Sud, ne sont sortis que récemment de guerres civiles qui ont compromis leurs efforts de développement.

La diversité des besoins et des défis auxquels font face les pays FAD impose des stratégies propres à chaque pays et région, et dans cette situation, la riche expérience de la Banque en matière d'intervention dans ces pays devient un atout essentiel pour mobiliser l'aide au développement. En général, tous les pays FAD doivent encore mettre en œuvre des réformes audacieuses dans un large éventail de domaines avant de pouvoir exploiter pleinement leur vaste potentiel de ressources humaines et autres.

L'approbation des ODD par les chefs d'État en septembre 2015 à New York permet de fédérer les efforts en vue d'une action concrète pour mettre fin à la pauvreté et éradiquer la famine de la planète. L'objectif double de la Stratégie décennale du Groupe de la Banque⁴ — croissance inclusive et verte — cadre parfaitement avec les 17 objectifs énoncés dans les ODD. Ces objectifs incarnent les aspirations des populations africaines, de leurs dirigeants et de leurs partenaires au développement. Leur réalisation dépend clairement d'un modèle de développement qui est adapté à la situation de chaque pays et permet d'assurer la coordination, de réaliser des économies d'échelle et

⁴ Le Groupe de la Banque comprend la Banque africaine de développement, le Fonds africain de développement et le Fonds spécial du Nigéria. La Stratégie décennale couvre les opérations de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement.

d'atteindre des cibles mesurables.

7 Conclusion

La plupart des pays FAD réunissent actuellement certaines des conditions nécessaires pour leur décollage économique, en dépit de poches de risques macro-économiques à moyen terme et du fait que quelques-uns présentent davantage de vulnérabilités structurelles à long terme.

Cela tient au fait qu'au cours des deux dernières décennies, beaucoup de ces pays ont réalisé d'immenses progrès dans la mise en œuvre de réformes en harmonie avec le marché et dans la gestion des indicateurs macro-économiques clés pour réduire l'incertitude et l'instabilité, toutes ces avancées ayant induit une croissance qui a dépassé les tendances historiques.

Nous estimons que la croissance économique moyenne des pays FAD pour 2016-2018 s'établira à plus de 5 %, en dépit des chocs mondiaux et régionaux, notamment la baisse des prix des produits de base et l'affaiblissement du commerce international.

La résilience de la croissance repose sur une meilleure gestion macro-économique et sur la dynamique créée par la croissance récente, laquelle a été largement financée par des investissements provenant de diverses sources dont l'APD qui, bien qu'en baisse, demeure la plus grande source de flux de capitaux. Les envois de fonds, les IDE, les flux du portefeuille privé ainsi que les financements non concessionnels ont aussi gagné en importance dans bien des pays, mais pourraient ralentir à moyen terme sous l'effet de divers vents contraires qui agitent l'économie mondiale. Parallèlement, la capacité de mobilisation des ressources intérieures, bien que faible et inférieure à la moyenne africaine, devrait continuer à s'améliorer au cours de la prochaine décennie.

Certes, le niveau actuel du ratio dette extérieure-PIB des pays FAD demeure faible et maîtrisable, mais il varie considérablement d'un pays à l'autre et au fil du temps, et le risque de surendettement subsiste dans certains pays.

L'accumulation récente de prêts non concessionnels est préoccupante car elle soulève la question de savoir si cette situation pourrait à terme précipiter une crise de la dette. Il convient de noter que l'intention déclarée de la plupart des pays ayant contracté des créances commerciales était de financer les infrastructures, en vue de consolider la future assise financière intérieure de ces pays. Mais quelques-uns de ces pays ont également contracté des dettes en raison d'un manque de source intérieure substantielle de financements nécessaires pour se protéger contre les chocs. Étant donné que les déficits budgétaire et courant devraient se creuser à moyen terme, la dette reste une des principales options de financement pour maintenir l'équilibre macro-économique et la dynamique de croissance. En l'absence de financements anticycliques, une crise macro-économique pourrait se transformer en crise de croissance. Cette situation à son tour requiert à la fois une gestion saine de la dette dans ces pays et une surveillance vigilante de la part des partenaires au développement.

L'atteinte des ODD par les pays FAD dépendra de l'adoption de mécanismes novateurs visant à exploiter les ressources financières existantes et supplémentaires pour assurer la prévisibilité, l'efficacité et la diversité.

La plupart des pays FAD sont toujours aux prises avec des défis, notamment un taux extrêmement élevé de chômage des jeunes, une pauvreté et des inégalités persistantes, des poches de conflit et de fragilité, des déficits d'infrastructures énormes, des marchés régionaux fragmentaires et un faible niveau de développement industriel. Un appui du Fonds africain de développement est indispensable pour s'attaquer à ces défis. Le Groupe de la Banque africaine de développement occupe une position privilégiée en tant que partenaire de choix dans le processus de développement. Fort heureusement, l'avenir de la plupart des pays FAD est prometteur et il existe des possibilités qui, pleinement exploitées, donneront une impulsion à la croissance. Parmi ces possibilités figurent des choix de politique gouvernementale de plus en plus intelligents, des perceptions favorables des investisseurs, ainsi que le dynamisme du secteur privé, soutenus par l'amélioration du climat de l'investissement et la croissance de la classe moyenne.

Tableaux de l'annexe

Tableau A. Risque d'endettement des pays FAD en 2015

Cadre de politique générale en transition								
EPIP < 3	Taille de la dette			Service de la dette				
Pays	Stocks de la dette extérieure (% des exportations) [2015]	Stocks de la dette extérieure (% du RNB) [2015]	Dette concessionnelle (% du total de la dette extérieure) [2014]	Total du service de la dette (% des exportations) [2014]	Total du service de la dette (% du RNB) [2014]	Ventilation en devises de la dette, dollars (%) [2014]	Dette à court terme actuelle (% du total des réserves) [2014]	Risque de surendettement
Seuils	100	30	.	15	18			
Tchad	41,2	13,4	87,5	9,4	0,83	56,6		
Comores	94,4	13,6	76,4	0,7	0,08	35,5	0,9	
Côte d'Ivoire	47,2	23,8	19,6	7,5	4,2	40,6		
Érythrée	.	28,2	90,6	.	2,57	66	.	
Guinée-Bissau	8	23,8	70,3	0,3	0,16	49,4	17,8	
Soudan du Sud	18,5	9,6	.	3,8	1,2	.	.	
Soudan	920,1	116,7	39,2	3,5	0,5	54,1	2789,2	
Togo	45,2	18,6	52	2,2	1,5	34,7	17,1	
Zimbabwe	152,2	48,4	25	2,3	21,2	30,1	573	
Cadre de politique générale relativement solide								
3<=EPIP<=5	Taille de la dette			Service de la dette				
Pays	Stocks de la dette extérieure (% des exportations) [2015]	Stocks de la dette extérieure (% du RNB) [2015]	Dette concessionnelle (% du total de la dette extérieure) [2014]	Total du service de la dette (% des exportations) [2014]	Total du service de la dette (% du RNB) [2014]	Ventilation en devises de la dette, dollars (%) [2014]	Dette à court terme actuelle (% du total des réserves) [2014]	Risque de surendettement
Seuils	150	40	.	20	20	.		
Bénin	86,0	15	64,1	5,1	1,4	13,6	78,9	
Burkina Faso	71,6	15,8	87,3	2,8	0,6	30,5	0	
Burundi	134,5	11,2	57,5	14,1	1,2	48,4	9,5	
Cameroun	69,5	16	71,6	2,6	0,7	29,1	.	
RCA	295,5	37,3	70,0	0,4	44,6	45,0	.	
Djibouti	211,0	74,4	77,8	8,2		30,2	24,1	
Éthiopie	212,3	21,7	69,1	10,5	1,4	69,9	.	
Gambie	119,2	36	77,3	8,9	3,1	42,9	.	
Ghana	120,6	50,6	42,5	5,6	2,0	61,6	63,9	
Guinée	94,1	21,1	60,4	3,0	1,0	60,1	59,4	
Lesotho	62,4	24,9	75,1	2,8	1,4	41,0	0	
Libéria	58,8	17,9	40,8	0,7	0,3	89,7	2,3	
Madagascar	50,1	18,7	71,0	2,9	0,7	52,3	44,5	
Malawi		32,9	77,0	8,8	0,7	.	0,1	
Mali	61,8	15,3	86,8	4,3	0,9	32,3	5,2	
Mauritanie	93,2	39,8	69,2	5,6	4,2	48,6	.	

Mozambique	128,9	38,4	70,8	2,6	0,9	63,0	.	
Niger	123,1	23	87,1	5,3	0,6	56,7	14,1	
Rwanda	130,6	19,3	68,0	3,5	0,6	61,2	0,7	
São Tomé-et-P.	140,0	39,9	81,0	11,0	1,9	37,4	22	
Sierra Leone	130,5	70,1	50,5	1,2	0,6	61,9	40,1	
Tanzanie	105,2	23,3	57,6	1,9	0,4	55,8	35,2	
Zambie	72,6	31,3	43,5	2,8	1,2	62,7	12,4	
Cadre de politique générale solide								
EPIP > 5	Taille de la dette			Service de la dette				
Pays	Stocks de la dette extérieure (% des exportations) [2015]	Stocks de la dette extérieure (% du RNB) [2015]	Dette concessionnelle (% du total de la dette extérieure) [2014]	Total du service de la dette (% des exportations) [2014]	Total du service de la dette (% du RNB) [2014]	Ventilation en devises de la dette, dollars (%) [2014]	Dette à court terme actuelle (% du total des réserves) [2014]	Risque de surendettement
Seuils	200	50	.	25	.			
Kenya	174,6	29	62,5	5,7	1,1	45,1	35,7	
Nigeria	19,2	2,3	50,9	0,5	0,1	72,6	.	
Sénégal	105,09	28,1	75,9	1,1	2,7	35,6	0	
Ouganda	162,9	33,4	91,4	1,6	0,3	47,6	0,8	

Remarque : **Vert** — toutes les mesures de viabilité de la dette sont dans les seuils indicatifs et susceptibles de rester dans ces limites à moyen terme (5 ans). **Jaune** — toutes les mesures de viabilité de la dette sont dans les seuils indicatifs, mais un ou plusieurs des indicateurs sont susceptibles de dépasser le seuil à moyen terme. **Rouge** — au moins une mesure de viabilité de la dette a dépassé le seuil et est susceptible de rester au-dessus de ce niveau à moyen terme, tandis que d'autres mesures pourraient faire de même.

Tableau A1. Indicateurs macro-économiques des pays FAD bénéficiaires

Pays	PIB par habitant (en dollars constants de 2005)						Croissance du PIB réel par habitant					
	2005	2010	2014	2015	2016	2017	2005	2010	2014	2015	2016	2017
Bénin	587	610	671	691	710	732	-0,4	-0,3	2,7	2,9	2,8	3,1
Burkina Faso	407	470	511	521	536	555	5,5	5,3	1,1	2,0	3,0	3,5
Burundi	141	147	153	138	142	145	2,3	2,6	2,3	-9,3	2,7	2,0
Cameroun	915	930	1024	1053	1082	1114	-0,5	0,8	3,1	2,8	2,8	2,9
Rép. centrafric.	333	352	226	234	243	252	0,7	1,1	-0,9	3,5	3,7	3,9
Tchad	660	708	766	799	813	855	5,3	10,8	4,3	4,3	1,7	5,2
Comores	615	589	597	586	581	583	3	-0,9	-1	-1,9	-0,8	0,3
Congo, RD	213	238	284	299	311	322	3	4	6	5,3	4,2	3,7
Côte d'Ivoire	942	947	1080	1139	1195	1250	-0,9	-0,6	5,2	5,5	4,9	4,6
Djibouti	910	1080	1249	1294	1347	1403	0,3	0,7	3,1	3,6	4,1	4,2
Érythrée	262	225	..	215	213	213	-2,5	-1,1	-1,5	-3,0	-1,0	0,1
Éthiopie	162	237	316	338	359	381	9,8	8,8	8,6	7,0	6,4	5,9
Gambie	433	463	..	458	470	490	-3,8	3,7	-2,9	1,9	2,7	4,2
Ghana	502	605	764	771	794	848	3,4	5,2	1,4	0,9	3,1	6,7
Guinée	304	297	295	288	295	305	0,9	-0,7	-1,4	-2,4	2,3	3,3
Guinée-Bissau	401	422	420	430	441	453	2	2,1	0,3	2,4	2,5	2,7
Kenya	530	593	659	683	711	741	2,8	6,1	2,6	3,7	4,0	4,3
Lesotho	711	877	988	1012	1039	1083	2,9	6,6	3,2	2,4	2,7	4,3
Libéria	168	197	226	222	229	239	4,3	1,8	-1,9	-1,7	3,1	4,2
Madagascar	276	275	272	273	278	283	1,7	-2,5	0,5	0,6	1,7	1,7
Malawi	216	262	274	277	283	290	1,2	3,9	2,7	1,1	2,1	2,4
Mali	426	461	458	466	474	483	2,9	2,6	3,9	1,7	1,8	1,7
Mauritanie	693	779	877	892	927	954	6	2,1	4,4	1,8	3,9	2,9
Mozambique	366	455	536	560	591	622	4,8	4,4	4,7	4,5	5,5	5,3
Niger	253	269	293	297	303	318	3,6	5,1	3,7	1,2	2,3	4,8
Nigeria	804	997	1098	1111	1128	1147	5,8	7	3,5	1,2	1,5	1,7
Rwanda	287	374	446	462	482	505	7,9	3,1	4,1	3,6	4,3	4,8
São Tomé-et-Principe	824	978	1071	1097	1127	1162	4,5	1,5	1,9	2,5	2,7	3,1
Sénégal	773	799	814	831	855	885	2,8	1,3	1,7	2,1	2,9	3,5
Sierra Leone	321	368	513	385	376	436	0,6	3,3	4,9	-25,0	-2,5	16,2
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	-1,6	-9,4	-1,3	6,6
Soudan	662	812	973	977	986	1000	-1,9	0,4	0,4	0,4	1,0	1,4
Tanzanie	446	513	588	616	647	678	3,5	3,8	4,9	4,8	4,9	4,9
Togo	379	388	430	441	454	467	-1	1,4	2,3	2,7	2,9	2,9
Ouganda	321	401	436	445	455	468	6,6	4,2	1,7	2,1	2,4	2,7
Zambie	692	909	1033	1042	1049	1074	4,5	7	2,2	0,9	0,6	2,4
Zimbabwe	443	372	458	460	465	474	-8,4	10,4	2,1	0,3	1,3	1,9
Pays FAD*	633	777	873	874	883	901	3,6	5,2	3,4	2,0	3,0	3,5

Source : BAD, sur la base des Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2015. * Moyenne pondérée.

**Tableau A2. Recettes fiscales (en pourcentage du PIB) de l'ensemble des pays
exclusivement FAD**

	1996-2004				2005-2013			
	Taxe directe	Taxe indirecte	Taxe comm.	Taxe sur ress.	Taxe directe	Taxe indirecte	Taxe comm.	Taxe sur ress.
Bénin	3,3	2,9	6,9	0,0	3,3	3,6	8,0	0,0
Burkina Faso	2,9	4,3	3,7	0,2	3,0	6,5	3,2	0,1
Burundi	3,7	7,1	3,3	0,3	3,9	7,3	1,8	0,0
Rép. centrafr.	2,1	4,2	1,8	0,0	1,7	3,8	2,0	0,0
Tchad	2,7	1,3	2,4	1,4	2,5	1,3	1,3	13,3
Comores	1,1	0,0	6,6	1,3	3,4	3,2	4,9	0,0
Congo, RD	1,0	1,0	1,3	1,4	2,5	3,8	2,8	2,3
Éthiopie	3,7	2,2	4,4	0,2	3,5	2,7	4,5	0,0
Gambie	3,3	1,4	5,8	0,0	4,7	5,6	4,1	0,0
Guinée	4,1	4,5	2,1	0,0	6,7	5,9	3,0	0,0
Guinée Bissau	1,0	2,2	2,2	0,0	2,0	2,4	1,7	0,0
Libéria	2,7	2,9	4,5	2,8	7,3	3,7	8,4	0,4
Madagascar	1,7	2,6	5,2	0,2	2,3	2,6	5,1	0,5
Malawi	6,8	6,3	2,3	0,0	8,6	8,7	1,9	0,1
Mali	2,5	2,0	7,2	2,4	4,3	3,0	4,7	2,4
Mauritanie	11,5	6,2	2,1	0,5	4,1	6,9	1,8	0,7
Mozambique	1,8	5,7	1,6	0,3	6,0	7,3	1,6	0,5
Niger	1,8	1,5	4,6	0,5	3,3	4,1	4,7	1,0
Rwanda	3,1	5,2	2,3	0,0	5,2	6,7	1,4	0,0
Sénégal	3,7	7,9	3,4	0,8	4,8	9,7	3,0	1,1
Sierra Leone	2,1	1,8	4,3	0,0	3,3	2,3	2,7	0,2
Tanzanie	2,7	3,4	2,9	1,2	3,7	3,4	3,5	0,8
Togo	3,6	2,5	5,9	0,0	3,6	3,3	8,9	0,4
Ouganda	2,4	4,5	4,2	0,0	3,5	1,6	6,0	0,4
Zimbabwe	13,4	7,2	3,4	0,6	6,3	6,8	2,2	0,3

Source : BAD

Tableau A3. Épargne et investissement (% du PIB)

Pays	Investissement intérieur brut (% du PIB)				Épargne (% du PIB)			
	2000	2005	2010	2015	2000	2005	2010	2015
Bénin	23,6	17,8	23,1	25,0	14,27	9,93	8,86	10,36
Burkina Faso	20,1	24,1	26,9	31,0	3,46	8,71	15,79	4,65
Burundi	2,8	22,4	30,5	27,8	12,98	15,09	7,8	2,39
Cameroun	16,7	19,1	19,0	20,7	13,83	13,36	17,52	17,84
République centrafricaine	11,1	9,8	14,3	10,2	8,92	3,28	4,12	4,11
Tchad	23,3	20,7	34,5	33,8	8,56	21,75	25,52	21,61
Comores	6,3	10,6	15,1	28,4	9,86	2,88	15,22	11,64
Côte d'Ivoire	10,5	13,9	13,4	17,0	13,51	3,58	5,72	6,05
République démocratique du Congo	14,4	11,8	15,9	20,7	10,44	14,17	16,77	16,11
Djibouti	8,8	19,0	.	.	4,99	22,92	21,29	18,5
Érythrée	22,0	20,3	9,3	.	-26,54	-28,44	-9,26	2,38
Éthiopie	.	.	.	38,0	16,8	17,14	24,49	28,79
Gambie	4,6	29,5	18,4	,	-1,1	11,64	5,03	11,43
Ghana	24,0	29,0	26,0	27,1	14,45	16,83	19,58	15,21
Guinée	20,5	19,5	10,6	14,0	13,79	19,17	-0,25	-14,89
Guinée-Bissau	4,5	4,6	6,6	6,9	18,14	6,38	-2,24	9,6
Kenya	17,4	17,6	20,7	21,4	16,37	17,01	14,81	10,97
Lesotho	41,3	22,0	29,1	.	36,98	33,69	19,17	24,78
Libéria	7,5	19,5	19,5	19,5	.	.	.	.
Madagascar	15,0	22,2	20,8	14,8	12,16	18,89	13,74	15,34
Malawi	13,6	22,7	26,0	15,4	6,63	8,09	31,78	5,97
Mali	20,2	22,0	24,5	24,1	13,71	18,73	22,8	17,73
Mauritanie	20,6	59,0	36,5	43,3	15,71	20,04	29,18	19,83
Mozambique	33,1	19,0	23,9	51,4	22,75	8,58	7,14	13,62
Niger	11,4	22,8	40,0	40,3	6,23	14,19	25,45	25,35
Nigeria	7,0	5,5	17,3	15,8	24,15	39,07	21,16	16,01
Rwanda	13,4	15,8	23,2	26,3	15,36	21,84	17,84	14,37
São Tomé-et-Principe	.	.	.	.	8,64	55,87	32,59	-2
Sénégal	20,5	24,5	22,1	26,0	13,47	15,64	17,64	19,09
Sierra Leone	1,1	11,5	31,1	.	-7,63	4,18	9,58	1,44
Somalie	.	.	.	.	.	.	.	.
Soudan du Sud	.	.	10,3	10,4	.	.	.	.
Soudan	24,9	28,1	23,0	18,3	18,63	13,1	18,04	9,57
Tanzanie	16,8	21,5	27,3	31,0	10,72	19,89	21,25	21,88
Togo	15,2	16,3	18,9	21,3	4,39	6,65	17,63	10,69
Ouganda	19,5	22,4	25,6	27,5	20,26	27,41	16,91	20,59
Zambie	.	.	29,9	.	6,5	28,18	37,41	29,75
Zimbabwe	13,6	1,5	24,0	13,2	.	.	8,01	-8,95
Afrique subsaharienne	16,3	17,4	21,0	21,9	17,8	22,8	19,7	15,4
Pays FAD	13,2	12,9	15,2	17,2	13,2	15,4	13,5	13,6

Source : BAD

Tableau A4. Dette intérieure (% du PIB)

Pays	2010	2014	2015	2016(p)	2017(p)	2018(p)
Bénin	11,4	10,8	14,7	16,6	17,6	19,2
Burkina Faso	5,9	9	9,3	9,4	11,1	11,8
Burundi	15	14,1	12,4	12,2	12	11,6
Cameroun	6,5	8,8	10,9	12,3	12,7	14,5
République centrafricaine	13,3	11,8	15,9	13	13,1	13
Tchad	7,7	7,4	13	14,6	13,7	12,5
Congo, République dém.	5,3	4,1	3,7	3,1	2,6	2,1
Côte d'Ivoire	16,5	18,8	17,4	17,2	17,7	17,8
Comores	8,4	5,2	4,1	2,6	2,6	2,7
Djibouti	8,3	6,2	4,5	3,8	3	2,5
Éthiopie	14,7	19,1	24,1	28,4	30,2	31,8
Gambie	33,2	54,1	48,6	46,4	41,9	38,3
Ghana	20,7	27,8	26,3	24,3	22,3	19,2
Guinée	10,1	13,8	15	12,5	10,4	8,6
Guinée Bissau	29,4	34,7	32,9	32,9	32,7	27,5
Kenya	22,6	25,1	26,5	26,2	25,5	24,8
Lesotho	2,1	1,6	2,6	5,5	5	4,5
Libéria	2,6	2,6	1,3	0,6	0,4	0,8
Madagascar	9,5	11,4	9,9	8,6	7,5	6,7
Malawi	23,1	28,5	25	22,8	18,8	18,2
Mali	4,4	7,5	8,6	8	8,4	8,3
Mauritanie	10,5	4,7	4,8	4,7	4,7	4,8
Mozambique	5,4	8,5	10	8,7	6,8	5,9
Niger	6,2	5,1	7	6,9	5,4	3,8
Nigeria	10,7	11,4	12,9	13	12,9	13
Rwanda	0,2	6,2	6,5	5,8	5,9	5,7
São Tomé-et-Principe	0	0	0	0	0	0
Sénégal	12,2	13,8	10,5	16,9	16,6	16,9
Sierra Leone	10,6	10,6	12,5	15,3	15	14,7
Somalie	.	.	.	.	.	.
Soudan du Sud	.	3,1	2,1	0	0	0
Soudan	11,1	10,8	9,8	9,1	8,4	7,5
Tanzanie	6,5	7,7	13,1	12,6	11,6	10,8
Togo	28,5	31,5	33,2	32,8	32	31,7
Ouganda	8,8	12,8	13,6	14,2	14,3	14,4
Zambie	12	16,7	14,3	13,8	13,4	13,1
Zimbabwe	0	11,7	11,7	10,3	10	9,1
Moyenne FAD	10,1	10,8	12,05	12,4	11,8	11,7
FAD sans Nigeria	9,8	10,8	11,7	12,3	11,6	11,6

Source : BAD — compilation à partir du Rapport des services du FMI pour les consultations au titre de l'Article IV (questions diverses)

Tableau A5. Estimation du déficit de financement à combler pour doubler le PIB et atteindre les ODD

Pays	Investissement (% du PIB) (2005-2015)	Épargne (% du PIB) (2005-2015)	APD (% du PIB) (2005- 2015)	Croissance moyenne (2005-2015)	Investissement requis pour doubler le PIB en 10 ans (% du PIB)	Déficit de financement (% du PIB)
Bénin	18,5	10,6	8,0	4,3	30,2	11,7
Burkina Faso	17,5	9,8	12,0	6,4	19,3	1,8
Burundi	19,1	7,1	32,5	4,4	30,4	11,3
Cameroun	20,4	17,4	2,5	3,3	43,9	23,4
République centrafricaine	12,5	4,3	12,2	2,6	34,2	21,7
Tchad	28,7	22,3	4,7	5,0	40,5	11,8
Comores	15,2	9,6	9,7	2,4	44,2	29,0
Côte d'Ivoire	15,0	16,4	13,5	6,6	16,0	1,0
République dém. du Congo	14,3	5,2	3,5	2,3	44,0	29,7
Djibouti	39,7	22,4	9,6	4,9	56,4	16,8
Érythrée	9,4	-4,2	10,5	2,2	30,1	20,6
Éthiopie	27,6	25,7	11,8	10,8	17,9	-9,7
Ghana	23,8	16,1	4,7	6,9	24,3	0,5
Guinée	14,8	1,0	6,5	2,4	43,3	28,4
Guinée-Bissau	6,8	4,2	14,8	3,2	14,9	8,1
Kenya	20,6	14,3	4,2	5,8	24,9	4,3
Lesotho	31,3	26,7	7,1	4,4	49,9	18,6
Libéria			56,4	7,6		.
Madagascar	20,5	15,1	5,4	3,2	45,3	24,8
Malawi	16,4	8,5	21,1	5,5	21,0	4,7
Mali	26,8	20,5	12,6	4,7	39,8	12,9
Mauritanie	40,1	24,9	8,8	5,2	53,7	13,6
Mozambique	30,2	10,3	18,4	7,2	29,4	-0,7
Niger	40,3	23,2	12,7	5,2	54,4	14,0
Nigeria	16,4	20,2	0,7	6,3	18,2	1,8
Rwanda	23,9	16,4	19,2	7,5	22,4	-1,5
São Tomé-et-Principe	38,0	15,9	25,0	4,5	58,6	20,7
Sénégal	27,0	17,5	7,8	3,9	48,0	21,1
Sierra Leone	13,0	2,7	16,8	5,4	16,9	3,9
Soudan du Sud	12,6	12,3	11,8	4,2	21,0	8,4
Soudan	20,0	12,5	4,8	3,4	41,4	21,4
Tanzanie	30,6	21,6	9,0	6,7	32,1	1,6
Gambie	20,7	10,3	12,7	4,8	30,3	9,6
Togo	23,5	13,6	7,2	4,0	40,9	17,4
Ouganda	29,5	21,7	10,2	6,8	30,4	0,9
Zambie	31,0	34,5	6,8	7,5	28,9	-2,1
Zimbabwe	13,3		8,3	4,2	22,3	9,0
Déficit de financement FAD	20,6	15,1	9,7	4,8	30,4	11,3

Source : calcul des services de la BAD

Tableau A6. Stock de la dette extérieure (% du RNB)

Dette extérieure (% du RNB)					
Pays	2005	2010	2015	2017(p)	2018(p)
Bénin	32	22,1	15	15,2	15,2
Burkina Faso	36,5	22,7	15,8	16,1	16,6
Burundi	129,4	33,4	11,2	10,4	9,6
Cameroun	47,3	13,2	16	17,9	19,2
République centrafricaine	76	29,7	37,3	37,2	37,6
Tchad	34,4	19,9	13,4	14,1	15
Comores	72,7	52,7	13,6	14,4	15,2
Congo, Rép. dém.	95,4	31,4	23,8	23,9	23,4
Côte d'Ivoire	65,8	43,7	23,8	22,3	21,1
Djibouti	60,4	.	74,4	74,8	72,8
Érythrée	68,8	58,1	.	.	.
Éthiopie	50,6	22,1	21,7	23,8	24,5
Gambie	115,7	51,2	36	34,6	32,8
Ghana	71,4	30,4	50,6	48,6	46,1
Guinée	96,3	78,5	21,1	21,1	20,5
Guinée-Bissau	177,6	124,2	23,8	22,3	21,1
Kenya	34,9	21,8	29	30,8	30,9
Lesotho	37,9	33,4	24,9	24,9	24,3
Libéria	1030,3	42,3	17,9	20	21,9
Madagascar	65,5	30,7	18,7	19,1	19,7
Malawi	113	20	32,9	25,5	23,5
Mali	61,5	26,9	15,3	15,3	15,6
Mauritanie	106,2	65,8	39,8	39,4	37,1
Mozambique	59,8	33,4	38,4	37,5	36,6
Niger	58,7	26,6	23	24,5	25,6
Nigeria	27,9	6,6	2,3	2,4	2,6
Rwanda	62,9	16,1	19,3	20,5	21,7
São Tomé-et-Principe	279,1	89,2	39,9	40,3	39,5
Sénégal	44,5	28,9	28,1	28,7	28,4
Sierra Leone	110,2	34,6	23,3	21,6	20,2
Somalie	.	.	.	.	.
Soudan du Sud	.	.	9,6	11,7	14,1
Soudan	77,8	55,9	116,7	111,2	105,8
Tanzanie	54,6	29,1	26,4	26,8	27,1
Togo	83,3	44,4	18,6	18,3	18,9
Ouganda	52,4	16,4	33,4	37,4	39
Zambie	81,9	24,2	31,3	31,5	31,2
Zimbabwe	80,5	93,9	113,2	118,2	118,1
FAD	49	17,9	19,2	23,4	24,2
Afrique non FAD	62,1	29,3	31,2	33,1	34,3

Source : FMI

Tableau A7. Utilisation prévue des émissions obligataires souveraines de quelques pays FAD

Pays	Année	Valeur (millions de dollars)	Utilisation
Ghana	2007	750	Financement de plusieurs projets, principalement dans les secteurs de l'énergie et des transports
	2013	750	Dépenses en capital et refinancement de la dette publique pour réduire le coût d'emprunt
Côte d'Ivoire	2010	2800	Restructuration de la dette dans le contexte de l'Initiative PPTE — émission d'obligations en échange d'obligations en souffrance émises auparavant, dans le cadre de la restructuration de la dette commerciale
	2014	750	Financement de l'investissement public, en particulier dans des domaines comme les soins de santé et l'éducation
	2015	1 000	Financement du plan de développement national mettant l'accent sur les infrastructures, l'amélioration de l'éducation et des soins de santé, et la réduction de la pauvreté
Éthiopie	2014	1 000	Investissement dans les infrastructures, notamment le barrage de la Grande Renaissance
Kenya	2014	2 000	Financement de projets d'infrastructures et remboursement d'un prêt de 600 millions de dollars arrivé à échéance en août 2014
Nigeria	2011	500	1) Assurance de la présence du Nigéria sur le marché international, 2) contribution à attirer les investissements directs étrangers en accroissant la divulgation des informations, et 3) fourniture d'une référence pour les émissions souveraines, infranationales et institutionnelles
	2013	1 000	Financement de projets dans le secteur de l'électricité en cours de privatisation ; appui au passage de l'emprunt intérieur au crédit étranger moins coûteux
Rwanda	2013	400	Construction d'une centrale hydroélectrique de 28 MW et d'un hôtel, et remboursement d'une partie de la dette de l'entreprise étatique RwandAir
Sénégal	2009	200	Financement de projets énergétiques et routiers
	2011	500	Financement de projets énergétiques et routiers
	2014	500	Construction d'une autoroute majeure et travaux de réparation de l'infrastructure énergétique du pays
Tanzanie	2013	600	Test de l'intérêt du marché : cette émission par placement privé a permis aux autorités tanzaniennes de jauger la demande et le prix potentiels avant l'émission d'une euro-obligation initialement prévue pour la fin de l'exercice budgétaire 2013/2014 Le produit de l'émission était censé servir à construire des routes, à stimuler la production d'électricité et à remettre en état les voies ferroviaires du pays
Zambie	2012	750	Promotion de l'aménagement des infrastructures (énergétiques, routières et ferroviaires) et du secteur social (santé et éducation)

Tableau A8. Émissions obligataires souveraines des pays FAD (2013-2015)

Nouvelles créances émises en 2015										
Émetteur	Date d'émission	Échéance (ans)	Coupon	Marge (pp)	Devise	Note S&P	Note Moody's	Note Fitch	Montant de l'émission (millions de dollars)	Montant de vente (millions de dollars)
Cameroun	11/12/15	10	9,5	743	Dollar	B		B	750	750
Ghana	10/07/15	10	10,75	883	Dollar	B-	B1	BB-	1 000	1 000
Côte d'Ivoire	2/24/15	13	6,375	454	Dollar		P (B1)	B	1 000	1 000
Zambie	07/23/15	12	8,97	712	Dollar	B	B1	B	1 250	1 250
Nouvelles créances émises en 2014										
Émetteur	Date d'émission	Échéance (ans)	Coupon	Marge (pp)	Devise	Note S&P	Note Moody's	Note Fitch	Montant de l'émission (millions de dollars)	Montant de vente (millions de dollars)
Éthiopie	12/11/14	10	6,625	438	Dollar		P (B1)		1 000	1 000
Ghana	09/11/14	11	8,125	571	Dollar		B2e	Be	1 000	1 000
Kenya	06/24/14	10	6,875	429	Dollar	B+		B+	2 000	1 500
Kenya	06/24/14	5	5,875	418	Dollar	B+		B+	750	750
Zambie	04/14/14		8,5	598	Dollar	B+		B	1 000	1 000
Sénégal	7/30/14	10	6,25	368	Dollar	B+	B1		500	500
Côte d'Ivoire	7/23/14	10	5,375	290	Dollar		B1	B	750	750
Nouvelles créances émises en 2013										
Émetteur	Date d'émission	Échéance (ans)	Coupon	Marge (pp)	Devise	Note S&P	Note Moody's	Note Fitch	Montant de l'émission (millions de dollars)	Montant de vente (millions de dollars)
Ghana	08/07/13	10	7,875	527		B	B2	B	1 000	750
Nigeria	07/12/13	5	5,125	395		BB-		BB-	500	500
Nigeria	07/12/13	10	6,375	402		BB-		BB-	500	500
Rwanda	5/2/13	10	6,625	497	Dollar	B		B+	400	400
Tanzanie	3/8/13	7	6,332	427	Dollar				600	600

Source : Bloomberg, Dealogic